DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Actualité

Date de publication : 02/03/2016

IF - Taxe foncière sur les propriétés bâties - Abattement de 30 % pour les logements situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine) (loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015, art. 62)

Série / Division :

IF - TFB

Texte :

Afin de concentrer les moyens sur les territoires les plus en difficulté, la [loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine](#) a défini une nouvelle géographie d'intervention de la politique de la ville : les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), qui se substituent aux zones urbaines sensibles (ZUS) créées par la [loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire](#).

Les périmètres des QPV sont fixés par le [décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 pour la métropole](#) et par le [décret n°2014-1751 du 30 décembre 2014 pour les départements d'outre-mer](#) modifiés par le [décret n° 2015-1138 du 14 septembre 2015 rectifiant la liste des QPV](#).

L'[article 62 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015](#) tire les conséquences de ce recentrage en accordant aux logements situés dans les QPV l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) prévu à l'[article 1388 bis du code général des impôts \(CGI\)](#).

Cet abattement s'applique pour les impositions établies au titre des années 2016 à 2020 sous certaines conditions :

- les logements à usage locatif et destinés à l'habitation principale doivent appartenir à des organismes d'habitation à loyer modéré (HLM) ou à des sociétés d'économie mixte (SEM) ;
- les logements doivent avoir bénéficié d'une des exonérations prévues à l'[article 1384 du CGI](#), à l'[article 1384 A du CGI](#) ou au II bis de l'[article 1385 du CGI](#) ou, indépendamment de toute condition d'exonération préalable, avoir été acquis avant le 1er janvier 1998 en vue de leur location avec le concours financier de l'Etat en application du 3° de l'[article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation](#) ;
- le propriétaire de ces logements doit être signataire d'un contrat de ville défini à l'[article 6 de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine](#) précitée.

Par ailleurs, à titre transitoire, pour la TFPB due au titre de 2015, le II de l'article 62 de la loi n°2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 a maintenu l'abattement prévu à l'article 1388 bis du CGI pour les logements situés en ZUS qui en avaient bénéficié au titre de 2014.

Actualité liée :

X

Documents liés :

[BOI-IF-TFB-20-30](#) : IF - Taxe foncière sur les propriétés bâties - Base d'imposition - Abattements spéciaux

[BOI-IF-TFB-20-30-10](#) : IF - Taxe foncière sur les propriétés bâties - Base d'imposition - Abattements spéciaux - Logements à usage locatif attribués sous conditions de ressources appartenant à des organismes d'habitations à loyer modéré ou des sociétés d'économie mixte et situés dans les départements de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion

[BOI-IF-TFB-20-30-30](#) : IF - Taxe foncière sur les propriétés bâties - Base d'imposition - Abattements spéciaux - Logements sociaux situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville

Signataire des documents liés :

Véronique Bied-Charreton, Directrice de la législation fiscale